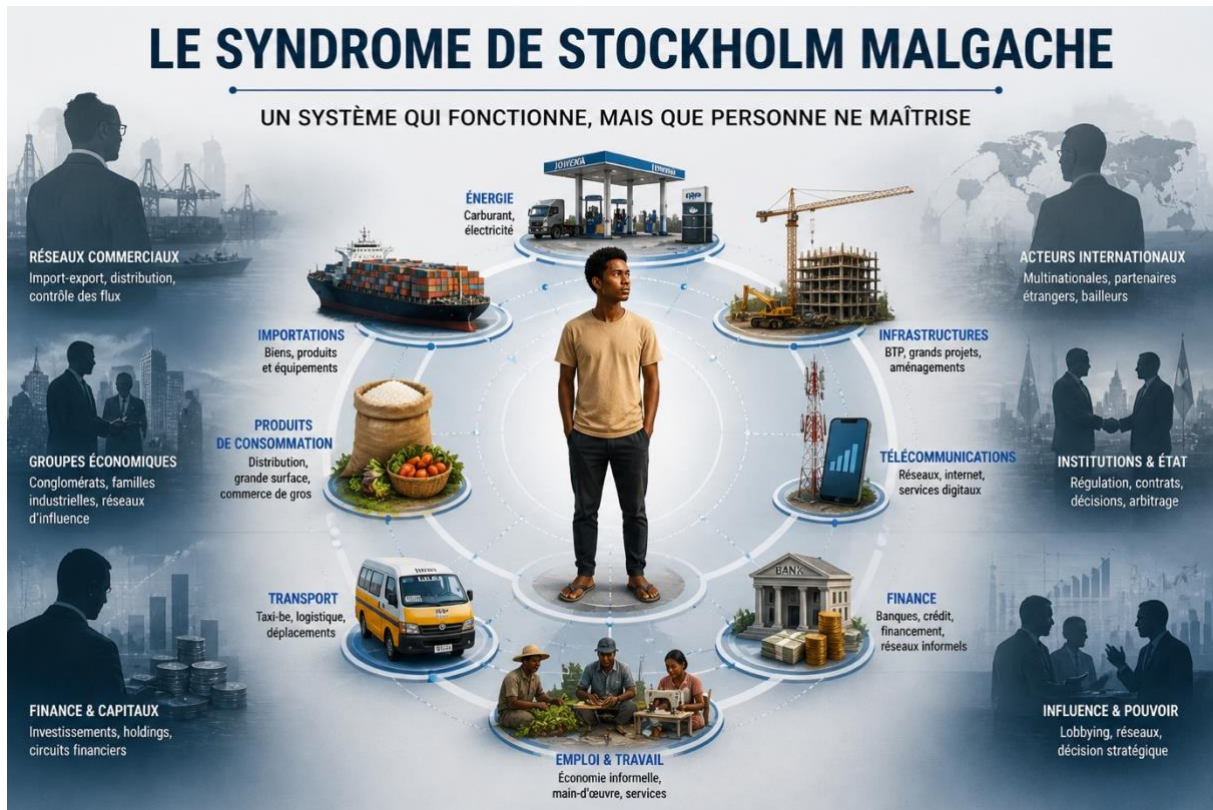


Le syndrome de Stockholm malgache

Une économie parfaitement structurée mais dramatiquement fragmentée.



À première vue, Madagascar donne l'image d'un pays désorganisé : services défaillants, infrastructures fragiles, économie informelle massive. Une lecture rapide conclurait à un État faible, dépassé par ses propres contradictions.

Mais cette lecture est trompeuse.

Car derrière cette apparente désorganisation se cache une réalité beaucoup plus dérangeante : une structuration extrêmement précise des rôles économiques, mais fragmentée entre plusieurs groupes qui ne poursuivent pas nécessairement un intérêt collectif national.

Chaque secteur clé du quotidien du citoyen est contrôlé. L'énergie, l'importation, la distribution, la finance, les infrastructures, les ressources naturelles : rien n'est laissé au hasard. Mais ce contrôle est réparti.

- Une minorité d'acteurs économiques parfaitement structurés contrôle les flux,
- Des puissances extérieures tiennent les manettes des infrastructures et les ressources,
- La grande majorité de la population essaie d'y survivre.

Ce n'est pas un chaos. C'est un système.

Un système fragmenté, mais fonctionnel.

Un système où chaque acteur occupe une position précise, sans qu'aucun ne maîtrise l'ensemble.

Et c'est dans cette architecture que s'installe progressivement une forme de dépendance, à la fois économique et mentale, que l'on peut qualifier sans excès de syndrome de Stockholm malgache.

Qui contrôle quoi : une économie à plusieurs étages

La cartographie est désormais connue.

Cette organisation ne résulte pas d'un plan centralisé.

Elle est le produit d'ajustements successifs, où chaque acteur a consolidé sa position dans les zones laissées vacantes ou ouvertes.

Les Karana, communauté d'origine indo-pakistanaise pour beaucoup née à Madagascar, occupent une position centrale dans l'économie nationale. Leur implantation remonte à plusieurs générations. Ils ne sont pas des acteurs extérieurs. Ils sont devenus des acteurs internes structurants.

Ils dominent les secteurs qui font circuler l'économie :

- Import-export,
- Distribution de biens,
- Carburant et énergie thermique,
- Immobilier urbain,
- Textile et industrie d'export,
- Finance informelle et réseaux commerciaux.

En parallèle, d'autres communautés occupent des positions complémentaires :

- Les groupes chinois dans les infrastructures et les flux de biens manufacturés,
- Les acteurs français dans la finance, les télécommunications et la structuration institutionnelle,
- Les multinationales dans les ressources naturelles.

Enfin, la majorité malgache reste concentrée dans les secteurs à faible valeur ajoutée :

- Agriculture vivrière,
- Commerce informel,
- Transport artisanal,
- Main-d'œuvre.

L'État, loin d'être absent, agit comme un régulateur partiel du système, souvent plus en position d'arbitrage que de maîtrise.

MADAGASCAR – LE BIG PICTURE QUI CONTRÔLE QUOI DANS LA VIE DU CITOYEN ?

Les services et produits de son quotidien et son écosystème



Le constat est brutal :

Ceux qui produisent ne captent pas la valeur, ceux qui captent la valeur ne produisent pas directement.

Et entre les deux, une majorité qui alimente le système sans pouvoir en orienter la trajectoire.

Le moment clé : les années Ratsiraka

Pour comprendre cette configuration, il faut revenir en arrière.

Ce moment marque une rupture silencieuse : l'État perd progressivement sa capacité à organiser l'économie, tandis que des réseaux privés structurés prennent le relais.

Le point de bascule ne se situe pas dans les années récentes. Il remonte à une période charnière : celle du président Didier Ratsiraka.

Dans les années 1970 et 1980, Madagascar s'engage dans une politique de nationalisations massives. L'État prend le contrôle de nombreux secteurs économiques. L'objectif est clair : construire une souveraineté économique nationale.

Mais cette stratégie produit un effet inattendu.

- Désorganisation des circuits économiques,
- Fuite des compétences,
- Inefficacité des entreprises publiques.

Face à ces difficultés, les réseaux commerciaux privés, déjà structurés, deviennent des relais indispensables.

Puis viennent les années 1990 et les programmes de libéralisation.

Les entreprises sont privatisées. Les circuits économiques se réorganisent rapidement. Mais tous les acteurs ne sont pas égaux face à cette transition.

Ceux qui disposent déjà de réseaux, de capital et d'expérience, notamment les Karana, sont en position de reprendre, structurer et consolider des pans entiers de l'économie.

Le basculement s'opère alors.

Non pas par conquête brutale, mais par capacité d'adaptation à un moment de rupture économique.

Trente-cinq ans plus tard, ce basculement n'est plus visible comme un événement.

Il est même devenu la norme.

Une dépendance quotidienne invisible

Pour le citoyen malgache, cette structuration n'est pas théorique. Elle est quotidienne.

Cette dépendance n'est pas perçue comme telle, car elle est intégrée dans les gestes les plus simples du quotidien.

Il achète du riz produit localement, mais consomme des produits importés. Le riz est désormais, lui aussi, importé...

Il prend un taxi-be (taxi collectif), mais le carburant vient d'un circuit qu'il ne maîtrise pas.

Il dépend d'une électricité produite via des chaînes contractuelles opaques.

Il travaille dans une économie où les circuits de décision lui échappent.

Chaque acte du quotidien est inséré dans une chaîne qu'il ne contrôle pas.

Cette dépendance crée une tension permanente :

- Bénéficiaire des services fournis,
- Tout en sachant que ces services reposent sur une structure déséquilibrée.

Le citoyen est à la fois bénéficiaire et captif.

Il vit dans un système qui fonctionne suffisamment pour être accepté, mais pas assez pour être choisi.

INTER-DÉPENDANCES, POUVOIRS, DÉPENDANCES ET BASCULES

SECTEURS CLÉS	PRINCIPAUX CONTRÔLEURS	INTER-DÉPENDANCES MAJEURES	ZONE DE POUVOIR	ZONE DE DÉPENDANCE	ZONE DE BASCULE POTENTIEL
ÉNERGIE (CARBURANT, ÉLECTRICITÉ)	Karana (distribution carburant) État / Partenaires privés (électricité)	Indispensable à tous les secteurs et à la vie quotidienne	TRÈS ÉLEVÉE (Karana)	TRÈS ÉLEVÉE (État, citoyens, entreprises)	Diversification énergétique, transparence des contrats
IMPORT-EXPORT & COMMERCE DE GROS	Karana, Chinois	Alimente le marché national, dépend des devises, des relations internationales	TRÈS ÉLEVÉE (Karana)	ÉLEVÉE (État, consommateurs, entreprises)	Réformes douanières, soutien à la production locale
FINANCE & CRÉDIT	Français (banques) Karana (informel) Réseaux offshore	Finance l'économie, les projets, les entreprises et l'État	ÉLEVÉE (Français)	TRÈS ÉLEVÉE (État, entrepreneurs, ménages)	Inclusion financière, contrôle des flux illicites, bancarisation
INFRASTRUCTURES & BTP	Chinois, Français, Multinationales	Conditionne la croissance, l'attractivité et la connectivité du pays	ÉLEVÉE (Chinois/Français)	ÉLEVÉE (État, entreprises, citoyens)	Transfert de compétences, contenu local, planification nationale
RESSOURCES NATURELLES & MINES	Multinationales, Chinois, Français	Génère devises et revenus fiscaux, mais forte fuite de capitaux	TRÈS ÉLEVÉE (Multinationales)	TRÈS ÉLEVÉE (État, économie nationale)	Renégociation contrats, transparence (ITIE), transformation locale
TÉLÉCOMS & NUMÉRIQUE	Français (Orange), Karana (Telma), acteurs étrangers	Connectivité essentielle pour l'économie, l'éducation et l'inclusion	ÉLEVÉE (Français/Karana)	ÉLEVÉE (Citoyens, entreprises, État)	Régulation efficace, investissement dans les infrastructures locales
AGRICULTURE & PÊCHE	Malgaches	Nourrit la population, base de l'économie rurale et des exportations	MOYENNE (Malgaches)	ÉLEVÉE (Marchés, climat, financement)	Agriculture commerciale, irrigation, chaînes de valeur locales
ÉDUCATION & FORMATION	État (public), Églises, Privés (Karana, Français)	Détermine le capital humain et la compétitivité future	MOYENNE (Partagée)	ÉLEVÉE (État, familles, jeunes)	Réforme curriculaire, formation professionnelle, partenariats ciblés
SANTÉ & PHARMACIE	État (public), Privés, (Karana, Français), Multinationales	Impact direct sur la productivité et le bien-être de la population	MOYENNE (Partagée)	ÉLEVÉE (État, ménages)	Renforcement hôpitaux publics, production locale médicaments
MÉDIAS & INFORMATION	Karana, Français, acteurs étrangers	Influence l'opinion publique, les comportements et les choix politiques	ÉLEVÉE (Karana/Français)	MOYENNE (Citoyens, État)	Indépendance éditoriale, médias publics crédibles, éducation aux médias
IMMOBILIER & FONCIER URBAIN	Karana, Français, autres investisseurs	Détermine l'accès au logement, aux espaces économiques et aux investissements	ÉLEVÉE (Karana)	ÉLEVÉE (Ménages, entreprises, État)	Réforme foncière, logement social, planification urbaine
ADMINISTRATION & JUSTICE	État	Arbitre, régulateur, garant des règles du jeu	FAIBLE À MOYENNE (selon niveau)	ÉLEVÉE (Dépend des finances, compétences, volonté politique)	Réforme institutionnelle, méritocratie, digitalisation, reddition des comptes

LÉGENDE DES ZONES



ZONES DE POUVOIR

Acteurs ou groupes ayant la maîtrise des ressources clés, des réseaux, des capitaux ou des leviers décisionnels.



ZONES DE DÉPENDANCE

Acteurs fortement dépendants des décisions, ressources ou infrastructures contrôlées par d'autres. Faible marge de manœuvre.



ZONES DE BASCULE POTENTIEL

Domaines où des réformes, innovations ou mobilisations peuvent changer la structure actuelle et renforcer la souveraineté nationale.

Le paradoxe des millionnaires

À cette dépendance s'ajoute une contradiction plus silencieuse, mais tout aussi structurante : ce que les analyses Diapason qualifient de **paradoxe des millionnaires**.

Ce paradoxe agit comme un amortisseur social.

Il transforme une critique potentielle du système qui devrait pourtant avoir lieu en une aspiration irrésistible de l'individu à faire partie du rouage, malgré lui.

Dans un pays où une large majorité vit dans la précarité, une partie non négligeable de la population aspire moins à dénoncer le système qui la tient pourtant en otage

L'objectif implicite n'est pas toujours de remettre en cause les mécanismes de captation de la richesse, mais d'en faire partie, ou tout au moins passer du côté de ceux qui contrôlent, et redéfinissent les règles du jeu.

Ce paradoxe produit un effet profond : il désamorce la contestation.

Pourquoi combattre un système que l'on espère rejoindre un jour ?

Pourquoi dénoncer des pratiques que l'on pourrait soi-même adopter en cas d'ascension ?

Le système ne se maintient donc pas uniquement par contrainte économique. Il se stabilise aussi par projection sociale.

Chacun voit dans les figures de réussite non pas un problème structurel, mais une possibilité individuelle.

Dans cette projection, le système ne se contente pas de se maintenir. Il se légitime et devient la norme.



Le mécanisme du syndrome de Stockholm

C'est ici que la notion de syndrome de Stockholm prend tout son sens.

Dans sa définition classique, il décrit une situation dans laquelle une victime développe une forme d'attachement envers son agresseur, car sa survie dépend de lui.

Transposé au contexte malgache, le mécanisme est similaire, mais plus diffus.

Le citoyen développe une forme d'acceptation, parfois même de défense, d'un système qui limite pourtant ses marges de manœuvre.

Cette acceptation prend plusieurs formes : tolérance, justification, parfois même défense active des acteurs dominants.

Pourquoi ? Parce que ce système fonctionne, a minima.

- Il permet d'acheter,
- De se déplacer,
- De travailler,
- De survivre.

Remettre en cause ce système, c'est prendre le risque de déséquilibrer un quotidien déjà fragile.

D'où cette question implicite, rarement formulée mais omniprésente : comment couper la

main qui nous nourrit ? Pourquoi couper la branche de l'arbre sur laquelle on est assis et qui nous soutient ?

Une économie de la résignation

La résignation n'est pas un renoncement. C'est une adaptation rationnelle à un environnement contraint.

Ce mécanisme produit un effet profond : la normalisation.

- La dépendance devient acceptable,
- L'injustice devient relative,
- L'absence de contrôle devient un fait.

La société ne se mobilise pas contre le système. Elle s'y adapte.

Et plus elle s'adapte, plus le système se renforce.

Le danger n'est pas la domination économique en elle-même.

Le vrai danger est sa normalisation.

Le point de bascule : de la dépendance à la prise de conscience

Madagascar n'est pas encore dans une dynamique de rupture.
Il est dans une phase de stabilisation d'un système de dépendance fragmentée.

Mais ce type de système contient toujours ses propres fragilités et limites.

Car une économie fragmentée reste une économie vulnérable.

- Dépendance aux importations,
- Dépendance aux financements extérieurs,
- Dépendance aux infrastructures contrôlées par d'autres.

Ce point de bascule peut venir d'une prise de conscience progressive et peut souvent être le premier pas sans venir forcément d'un choc politique

Comprendre qui contrôle quoi.

Comprendre comment les flux circulent.

Comprendre où se situe la valeur.

Faire la différence entre le symptôme et la cause.

Il viendra du moment où la compréhension du système dépassera son acceptation.

Les alternatives : ce que l'histoire nous apprend

D'autres pays ont connu des configurations similaires.

Ces transformations ne reposent pas sur des discours, mais sur des mécanismes mesurables et répétés.

Hong Kong, Singapour, la Géorgie ou encore le Rwanda ont tous été confrontés à des systèmes économiques captifs ou fragmentés.

Leur transformation n'a pas reposé sur une rupture totale, mais sur des stratégies ciblées.

Trois enseignements majeurs peuvent en être tirés :

1. Cibler plutôt que réformer globalement

Les transformations réussies commencent souvent par des secteurs clés :

- Énergie,
- Douanes,
- Infrastructures.

Créer des « îlots d'intégrité » permet de produire des effets visibles rapidement.

2. Modifier et les règles et les acteurs

Changer les personnes sans changer les règles ne produit aucun effet durable.

Les systèmes évoluent lorsque les incitations changent.

3. Rééquilibrer les chaînes de valeur

L'objectif n'est pas d'exclure des acteurs, mais de :

- Renforcer les capacités locales
- Intégrer davantage de valeur dans le pays
- Créer des passerelles entre production et captation

L'enjeu n'est pas de remplacer les acteurs, mais de modifier les règles qui structurent leurs interactions.

Vers une sortie du syndrome ?

La sortie du syndrome de Stockholm malgache ne passera ni par un rejet brutal, ni par une révolution économique totale et immédiate.

Elle passera par une recomposition progressive.

- Mieux comprendre les flux,



- Identifier les zones de dépendance,
- Créer des alternatives crédibles,
- Renforcer les capacités locales.

Ce processus est lent. Il est complexe. Mais il est possible de le mener à bien avec la volonté politique nécessaire.

Conclusion : voir le système pour le transformer

Madagascar n'est pas un pays désorganisé. C'est un pays dont la souveraineté économique est fragmentée.

Le système ne tient pas seulement par la contrainte. Il tient parce qu'il est compris partiellement et accepté largement.

Le syndrome de Stockholm n'est pas une fatalité.

Mais tant que le système continuera d'être perçu comme une nécessité plutôt que comme une construction, aucun progrès ne pourra être attendu. Il se reproduira.

La question n'est plus de savoir qui contrôle quoi, mais surtout,
à quel moment cette compréhension deviendra une volonté de transformation.

Tant que cette bascule n'aura pas lieu, le système ne s'effondrera pas. Il continuera de s'adapter.

Rédaction - Diapason

